

Très largement suivi, le 1er Mai était dopé cette année par la lutte contre la réforme des retraites. Mais la suite du mouvement est incertaine, alors que le front syndical est traversé de débats stratégiques

PREMIER MAI COMBATTIF

CLÉMENT POURÉ, PARIS

France ► L'intersyndicale avait annoncé une marée humaine. Elle a tenu ses promesses. Il est 15 heures, place de la République à Paris. Le cortège régional de la Confédération générale du travail (CGT) de l'Ile de France s'élançait lentement. Exit la traditionnelle fête des travailleur-euses, peut-être le plus familial et calme des grands raouts syndicaux. L'ordre de mission est clair: mettre un coup d'arrêt à la réforme des retraites. «Rien à voir avec d'habitude, se félicite Kamel, militant de la CGT en Seine-Saint-Denis. On est là pour montrer notre détermination.» Deux semaines après la dernière manifestation syndicale, la mobilisation est loin de s'essouffler. En fin de journée, l'intersyndicale revendiquait 2,3 millions de manifestant-es partout en France (près de 800 000, selon la police), dont 550 000 à Paris (112 000 officiellement). Pas au niveau des plus grosses annonces faites depuis le début du mouvement – jusqu'à 3,3 millions de personnes, selon les syndicats, au plus fort de la mobilisation – mais de quoi placer cette manifestation parmi les plus suivies des dernières années.

«La mobilisation des Français est une source d'inspiration pour l'ensemble des travailleurs dans le monde», analyse de son côté Hywon Change, représentante de l'Union coréenne des travailleurs de la métallurgie. En tête de cortège, aux côtés des représentant-es de tous les syndicats français, elle fait partie des dizaines de syndicalistes venu-es de l'étranger à ouvrir le cortège. «L'internationalisme est une des valeurs centrales du mouvement ouvrier, détaille-t-elle, et elle est encore plus d'actualité à l'heure de la mondialisation.»

Pression sur la CFDT

Un coup médiatique pour les syndicats français, mais aussi, explique en off un responsable CGT, un moyen de faire tenir l'intersyndicale un peu plus longtemps. Depuis plusieurs semaines, Laurent Berger, le patron de la Confédération française démocratique du travail (CFDT), syndicat réformiste leader dans le privé, pave médiatiquement la voie au départ de l'intersyndicale et son arrivée à la table des négociations avec le gouvernement. Interrogé ce matin par nos confrères de France Info, il expliquait ne pas croire que le gouvernement reculerait, précisant en même temps que son syndicat continuerait «de dire, d'affirmer et d'agir par tous les leviers» possibles contre la retraite à 64 ans. «Notre objectif, c'est que l'intersyndicale perdure, confie une source



Place de la Nation, hier à Paris. Des manifestant-es grimpent sur la statue de Marianne. KEYSTONE

bien informée à la CGT. C'est politiquement plus coûteux pour la CFDT de se retirer si des grands syndicats internationaux sont là.»

Autre clivage au sein de l'intersyndicale: les actions qui se sont multipliées ces dernières semaines (lire ci-dessous), largement soutenues par la CGT mais en partie condamnées par la CFDT. «Les gens expriment leur mécontentement, pointe Gwenaëlle, infirmière et militante du syndicat dans le 93. Et les casseroles, ça fonctionne, c'est un mode d'action historique, qui fait entendre nos mécontentements. Mais on est contre le fait que les ministères ne puissent s'exprimer, c'est anti-démocratique.»

Désaccords stratégiques

La syndicaliste de la CFDT garde l'espoir de faire fructifier la mobilisation dans le cadre institutionnel. Notamment par l'obtention d'un référendum

«Le mouvement social nous a permis de resserrer nos liens» Patrick Lasserre

d'initiative populaire (RIP), possibilité qui sera examinée demain par le Conseil constitutionnel et qui pourrait conduire à la tenue d'un référendum de sanctuarisation de l'âge de départ à la retraite à 62 ans. La militante pointe aussi la publication prochaine des décrets d'application de la loi adoptée il y a deux semaines: «La CFDT regardera les textes de très près, pour essayer, par le dialogue, de faire évoluer les choses.»

«Nous soutenons toutes les initiatives qui permettront de mettre fin à la réforme», explique a contrario Patrick Lasserre. Ce secrétaire fédératif des salariés du secteur des activités postales et de télécommunications de la CGT était d'ailleurs samedi au Stade de France pour une action coup de poing durant la finale de la Coupe de France de football.

Retour en force syndical

En désaccord sur la méthode, les deux militant-es se retrouvent sur une ana-

lyse: le mouvement a remis les syndicats français au premier plan. La démonstration de force de ses derniers mois se traduit directement en adhésions. «On a deux fois plus d'adhésions que d'habitude», se félicite Gwenaëlle. La CGT, elle, revendique 30 000 nouveaux membres depuis le début de l'année – le syndicat en comptait, en 2022, environ 590 000 à jour de cotisations –, boosté également par l'élection, il y a un mois, de Sophie Binet, une femme de 41 ans, à la tête de la confédération. «Dans mon secteur, les élections au sein des entreprises tombent en ce moment. On est porté par la mobilisation, ça nous renforce», enchaîne Gwenaëlle. «Le mouvement social nous a permis de resserrer nos liens, de travailler ensemble, de se former pour les militants et militantes qui n'avaient jamais expérimenté de luttes de cette ampleur», complète Patrick Lasserre. Les premières étapes de combats à venir. I

UN PAYS INGOUVERNABLE?

L'image est significative. Elle a fait le tour des réseaux sociaux. Ce samedi 29, à Saint-Denis, dans la banlieue parisienne, la foule s'agglutine devant le stade qui va accueillir la finale de la Coupe de France de foot. Les stadiers, comme à l'accoutumée, fouillent méthodiquement le public. Et confisquent... des cartons rouges. Armes, alcools et fumigènes. A l'habituel arsenal interdit dans les stades s'ajoutent cette fois un simple morceau de papier, conséquence d'une action proposée par l'intersyndicale: siffler et adresser un carton rouge au président Emmanuel Macron, traditionnellement présent sur la pelouse pour saluer un par un l'ensemble des finalistes de la compétition. Une initiative en partie empêchée, qui a tout de même contraint le pré-

sident à ne pas se présenter sur la pelouse, illustrant la crise démocratique profonde que traverse la France aujourd'hui.

Deux semaines après la promulgation de la loi sur la réforme des retraites, qui devrait entrer en application dès septembre, le conflit qui oppose syndicats et gouvernement est loin d'être réglé. Le 17 avril, le président de la République annonçait se donner cent jours pour accélérer les réformes et relancer son quinquennat. Depuis, les opposant-es multiplient les actions coups de poing et les mobilisations – un classement, organisé en ligne par le syndicat Sud Informatique, propose même une compétition des territoires les plus mobilisés. Le 21 avril, la CGT culture investissait par exemple le très prestigieux Musée d'Orsay

pour y déployer des banderoles dénonçant le passage en force de la réforme des retraites. Quelques jours plus tôt, les syndicats de l'énergie coupaient le courant en plein milieu de la visite d'Emmanuel Macron d'un établissement scolaire – obligeant, lors d'un autre déplacement, les équipes du président à se déplacer avec un groupe électrogène. En France et même à l'étranger, les déplacements du président, des ministres et d'une partie des député-es macronistes, lorsqu'ils sont annoncés, sont presque systématiquement suivis de mobilisations citoyennes et de casseroles, rendant inaudible l'expression du responsable politique, souvent obligé d'annuler sa visite. Une crise dont l'exécutif semble aujourd'hui incapable de s'extraire. CPE

VIOLENCES DANS PLUSIEURS VILLES

Certains défilés du 1er Mai ont été marqués par des heurts. «Si la très grande majorité des manifestant-es furent pacifistes bien sûr, à Paris, Lyon et Nantes notamment, les forces de l'ordre font face à des casseurs extrêmement violents venus avec un objectif: tuer du flic et s'en prendre aux biens des autres», a dénoncé sur Twitter le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin. A Paris, «un policier a été grièvement blessé, brûlé à la suite d'un jet de cocktail Molotov», a poursuivi M. Darmanin, qui a ensuite fait état de 108 blessés dans les rangs des forces de l'ordre et 291 interpellations en France, dont 90 dans la capitale.

Des dizaines de blessés ont aussi été signalés parmi les manifestant-es et les journalistes couvrant l'évènement, à l'instar de Rémy Buisine, victime d'une grenade désencrante tirée dans les pieds. Le vidéaste a publié un message rassurant sur Twitter dans la soirée. BPZ/ATS